

IRAN**Des dissidents détenus se voient refuser des soins médicaux. Des organisations de défense des droits humains protestent contre les mauvais traitements infligés à des journalistes et des défenseurs des droits humains**

Index AI : MDE 13/026/2005

ÉFAI

Mercredi 15 juin 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Human Rights Watch
Amnesty International
Fédération internationale des droits de l'homme**

**Reporters sans frontières
Shirin Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix**

(New York, ce 15 juin)

Les autorités judiciaires iraniennes doivent libérer immédiatement les prisonniers d'opinion, en particulier ceux qui doivent de toute urgence recevoir des soins médicaux, ont déclaré un groupe d'importantes organisations de défense des droits humains ce mercredi 15 juin

Akbar Ganji, Nasser Zarafshan, Reza Alijani, Taqi Rahmani et Hoba Saber sont détenus pour leurs seules opinions politiques et activités pacifiques, ont rappelé ces organisations. Les autorités doivent les libérer immédiatement et sans conditions.

Avec Shirin Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix, Human Rights Watch, Amnesty International, la Fédération internationale des droits de l'homme et Reporters sans frontières ont exprimé ce mercredi leur inquiétude pour la santé et la sécurité de ces dissidents.

Akbar Ganji et Nasser Zarafshan, deux critiques déclarés du gouvernement, se sont vu refuser des soins médicaux en prison. La demande de soins médicaux effectuée par l'administration pénitentiaire a été rejetée par les autorités judiciaires.

Akbar Ganji, journaliste d'investigation qui a révélé l'implication de responsables gouvernementaux dans les homicides d'intellectuels et de journalistes dans les années 1990, a été placé en détention en avril 2000. Il a été par la suite condamné à six ans d'emprisonnement pour des chefs d'inculpation vagues, notamment des « agissements contre la sécurité nationale »

en relation avec sa participation à une conférence à Berlin. Akbar Ganji se trouve en prison depuis plus de 62 mois.

« Akbar Ganji est prisonnier pour avoir critiqué pacifiquement les autorités », a déclaré Shirin Ebadi, qui est également son avocate. « Les mauvais traitements qu'il subit en prison constituent une violation grave des normes fondamentales relatives aux droits humains. »

Akbar Ganji, qui souffre d'asthme aigu, est actuellement détenu à l'isolement dans la prison d'Evin, à Téhéran. Il n'a droit à aucun contact avec sa famille ou ses avocats. Il a été brièvement libéré pour recevoir des soins le 30 mai dernier, mais a été de nouveau emprisonné ce 10 juin avant d'avoir pu se faire soigner. Selon son épouse, Akbar Ganji a commencé une grève de la faim dès qu'il est retourné à la prison d'Evin.

Nasser Zarafshan est avocat ; il a représenté les familles des intellectuels et des journalistes tués par des agents du ministère des renseignements, en 1998. En 2002, Nasser Zarafshan a été condamné par un tribunal militaire, à l'issue d'un procès manifestement inéquitable, à cinq années d'emprisonnement pour « divulgation de renseignements confidentiels. »

Nasser Zarafshan, qui souffre d'une maladie rénale, a instamment besoin de soins médicaux. Son avocat, Mohammed Ali Dadkhah, a déclaré à Human Rights Watch qu'aucun spécialiste ne s'occupait de son client en prison. Pour protester contre sa condition, Nasser Zarafshan a également entamé une grève de la faim ce 7 juin ; son état de santé se dégraderait.

Akbar Ganji et Nasser Zarafshan sont tous deux gravement malades et ont un besoin urgent de soins médicaux. Le refus de tels soins constitue un châtiment cruel, inhumain et dégradant, interdit par le droit iranien et l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel l'Iran est partie.

Human Rights Watch, Amnesty International, la Fédération internationale des droits de l'homme et Reporter sans frontières, ainsi que Shirin Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix, ont rappelé que les autorités iraniennes étaient responsables de la santé et de la sécurité de toutes les personnes détenues par l'État, notamment Akbar Ganji et Nasser Zarafshan. ●

La version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.

La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International – ÉFAI –

Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>